

Service Risques  
Service Risques  
44 rue de Tournai  
CS 40259  
59019 Lille

Amiens, le 30/10/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 16/09/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**HEMPEL (France) SAS**

5 RUE DE L'EUROPE

BP 30407

60149 Saint-Crépin-Ibouwillers

Références : -  
Code AIOT : 0005101525

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 16/09/2025 dans l'établissement HEMPEL (France) SAS implanté 5 rue de l'Europe BP 30407 60149 Saint-Crépin-Ibouwillers. L'inspection a été annoncée le 01/09/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Dans le cadre de sa cessation d'activité notifiée en 2021, Hempel a réalisé des travaux d'excavation des terres impactées. Suite à des impacts résiduels non excavés, des travaux de traitement in situ ont été lancés. Du venting et sparging ont débuté en 2022 et devraient durer environ 5 ans.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- HEMPEL (France) SAS
- 5 rue de l'Europe BP 30407 60149 Saint-Crépin-Ibouwillers
- Code AIOT : 0005101525
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Non

Depuis 1976, la société HEMPEL était autorisée à exploiter à Saint Crépin Ibouwillers au 5 rue de l'Europe un site de production et d'entreposage de peintures, d'enduits, de diluants et de produits similaires. Par courrier du 25 janvier 2021, la société Hempel déclarait la cessation totale des activités sur ce site. Ses activités étaient soumises au régime de l'autorisation.

La visite a permis de contrôler les installations de venting/sparging, la fin de la mise en sécurité contrôlée en 2021 qui n'était que partiellement réalisée.

La visite correspondait aussi à la date de prélèvement des eaux souterraines dans le cadre de la surveillance mensuelle pendant la phase travaux.

#### **Contexte de l'inspection :**

- Pollution

#### **Thèmes de l'inspection :**

- Sites et sols pollués

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	usage futur	Code de l'environnement du 15/04/2010, article R512-39-2	Sans objet
2	mise en sécurité	Code de l'environnement du 12/07/2011, article R512-39-1	Sans objet
3	mise en sécurité	Code de l'environnement du 12/07/2011, article R512-39-1	Sans objet
4	mise en sécurité	Code de l'environnement du 12/07/2011, article R512-39-1	Sans objet
5	travaux de réhabilitation	Code de l'environnement du 01/03/2017, article R512-39-3	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La société HEMPEL continue bien de traiter les impacts résiduels en hydrocarbures et en BTEX.

La réduction de la masse totale des polluants estimée est d'environ 85%. Les impacts les plus importants résiduels semblent se concentrer en limite sud du site. 2 barrières aérauliques ont été réalisées afin de traiter efficacement le panache de pollution migrant vers le sud. Et pour être certain de maîtriser ces impacts résiduels importants en limite sud, l'exploitant a annoncé réaliser une 3ème barrière aéraulique.

L'usage futur a bien été déclaré en mairie et validé par courrier du 26 octobre 2022.

Le bâtiment dans lequel HEMPEL avait ses activités ICPE est maintenant utilisé comme centre de

stockage des cartons par un logisticien. Cette emprise est louée en attendant de pouvoir la vendre à ce même exploitant lorsque les travaux de réhabilitation seront terminés.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : usage futur

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 15/04/2010, article R512-39-2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, arrêt définitif d'une ICPE à autorisation
<b>Prescription contrôlée :</b>  II. - Au moment de la notification prévue au I de l'article R. 512-39-1, l'exploitant transmet au maire ou au président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière d'urbanisme et au propriétaire du terrain d'assiette de l'installation les plans du site et les études et rapports communiqués à l'administration sur la situation environnementale et sur les usages successifs du site ainsi que ses propositions sur le type d'usage futur du site qu'il envisage de considérer. Il transmet dans le même temps au préfet une copie de ses propositions.  En l'absence d'observations des personnes consultées dans un délai de trois mois à compter de la réception des propositions de l'exploitant, leur avis est réputé favorable.
<b>Constats :</b>  l'usage futur industriel a bien été validé par le maire de Saint-Crépin Ibouvillers par le courrier du 26 octobre 2022.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 2 : mise en sécurité

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 12/07/2011, article R512-39-1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, arrêt définitif d'une ICPE à autorisation
<b>Prescription contrôlée :</b>  II.-La notification prévue au I indique les mesures prises ou prévues pour assurer, dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité du site. Ces mesures comportent, notamment :  1° L'évacuation des produits dangereux, et, pour les installations autres que les installations de stockage de déchets, gestion des déchets présents sur le site ;
<b>Constats :</b>  Les déchets constatés sur le site ont été enlevés. L'exploitant et le bureau d'étude ont précisé que ces déchets en big bag étaient dus aux forages des ouvrages de venting, piézomètres et piézairs. Quelques déchets étaient de nouveaux présents sans correspondre à ceux constatés en 2021. Suite aux travaux de réhabilitation, l'exploitant doit justifier de ce qu'il advenu de ces déchets. Le cas échéant où les déchets sont évacués hors site, des BSD sont attendus. Ces informations sont attendues dans le rapport de fin de travaux. Dans la partie du bâtiment, un nouvel exploitant a débuté son activité d'entreposage de cartons.

Aucun déchet n'a été constaté.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 3 : mise en sécurité**

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 12/07/2011, article R512-39-1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, arrêt définitif d'une ICPE à autorisation
<b>Prescription contrôlée :</b>  II.-La notification prévue au I indique les mesures prises ou prévues pour assurer, dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité du site. Ces mesures comportent, notamment :  3° La suppression des risques d'incendie et d'explosion ;
<b>Constats :</b>  Les réseaux d'électricité et de gaz sont fonctionnels et utilisés par le nouvel exploitant AS2Pack. Ils n'ont pas été coupés suite à la cessation car la société AS2Pack a repris très rapidement le bâtiment pour y faire son activité.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 4 : mise en sécurité**

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 12/07/2011, article R512-39-1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, arrêt définitif d'une ICPE à autorisation
<b>Prescription contrôlée :</b>  II.-La notification prévue au I indique les mesures prises ou prévues pour assurer, dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité du site. Ces mesures comportent, notamment :  4° La surveillance des effets de l'installation sur son environnement.
<b>Constats :</b>  l'exploitant réalise une surveillance des piézairs, piézomètres mensuellement et hebdomadairement une surveillance des rejets à l'atmosphère des gaz des sols traités par l'unité de venting/sparging.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 5 : travaux de réhabilitation**

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 01/03/2017, article R512-39-3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, arrêt définitif d'une ICPE à autorisation
<b>Prescription contrôlée :</b>  III. - Lorsque les travaux prévus dans le mémoire ou prescrits par le préfet sont réalisés, l'exploitant en informe le préfet.

L'inspecteur de l'environnement disposant des attributions mentionnées au 2° du II de l'article L. 172-1 constate par procès-verbal la réalisation des travaux. Il transmet le procès-verbal au préfet qui en adresse un exemplaire à l'exploitant ainsi qu'au maire ou au président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière d'urbanisme et au propriétaire du terrain.

**Constats :**

Les travaux de dépollution in situ ont été lancés en 2022. Deux barrières aérauliques ont été réalisées latéralement au panache de pollution migrant vers le sud, un réseau d'aiguilles de bioventing et biosparging a été réalisé au droit de la pollution concentrée. La pollution s'étendant dans la nappe de craie, 2 étages de venting/sparging ont été réalisés : entre 7 et 14m de profondeur et entre 14 et 20m de profondeur. Cela permet de traiter plus efficacement cette pollution dont l'extension verticale est importante.

L'exploitant estime que la bio remédiation devrait traiter 70% des impacts en HC et BTEX. La campagne de traitement se découpe en 2 phases : la 1ère phase où toutes les aiguilles injectent et pompent à la même pression, puis une seconde phase où la 2nde barrière aéraulique sera rajoutée, et les aiguilles auront leur pression réajustées en fonction des impacts restant.

En 1ère phase, le venting extrait 1000m<sup>3</sup> d'air / heure et injecte par venting 300m<sup>3</sup>/h et par sparging 200-250m<sup>3</sup>/h. La ratio entre injection et extraction est de 2 afin de ne pas relâcher d'air à l'extérieur.

Dans ce cadre là, des piézairs ont été rajoutés afin de détecter des fuites potentielles du réseau des aiguilles d'extractions.

L'air extrait est traité par un catalyseur qui réduit de 90% la concentration en COV puis l'air à 300°C est refroidi en 2 étapes afin d'être filtré par des filtres à charbon actif. (bonbonnes bleues).

L'exutoire des gaz des sols traités est testé hebdomadairement afin de détecter rapidement tout dépassement de l'air rejeté dans l'environnement.

**Type de suites proposées :** Sans suite